Quel est l'impact de la faim et de la lutte pour la survie sur le rapport subjectif au travail ?

Analyse de la sécurité des ouvriers sur un chantier à Brasilia

What Is the Impact of Hunger and the Struggle to Survive on Workers'

*Subjective Relation to Work? Analysis of the Safety of Workers on a Brasilia
Worksite*

*Cuál es el impacto del hambre y de la lucha por la supervivencia sobre el vínculo
subjetivo al trabajo? Análisis de la seguridad de los obreros en una obra de
construcción en Brasilia*

Valérie Ganem et Martha Veras Rodrigues

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/pistes/4673>

DOI : 10.4000/pistes.4673

ISSN : 1481-9384

Éditeur

Les Amis de PISTES

Référence électronique

Valérie Ganem et Martha Veras Rodrigues, « Quel est l'impact de la faim et de la lutte pour la survie sur le rapport subjectif au travail ? », *Perspectives interdisciplinaires sur le travail et la santé* [En ligne], 18-1 | 2016, mis en ligne le 01 mai 2016, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/pistes/4673> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/pistes.4673>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

Pistes est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Quel est l'impact de la faim et de la lutte pour la survie sur le rapport subjectif au travail ?

Analyse de la sécurité des ouvriers sur un chantier à Brasilia

What Is the Impact of Hunger and the Struggle to Survive on Workers' Subjective Relation to Work? Analysis of the Safety of Workers on a Brasilia Worksite

Cuál es el impacto del hambre y de la lucha por la supervivencia sobre el vínculo subjetivo al trabajo? Análisis de la seguridad de los obreros en una obra de construcción en Brasilia

Valérie Ganem et Martha Veras Rodrigues

1. Introduction

- 1 Il y a environ 30 ans, Dejours (1980) proposait de changer le paradigme de la psychopathologie du travail ; pour lui, cette dernière avait échoué à montrer qu'il existait un lien direct entre le travail et la maladie mentale. En effet, malgré qu'elle ait décrit des conditions de travail très délétères, tous les travailleurs ne tombaient pas malades et lorsque c'était le cas ils ne développaient pas les mêmes symptômes, excepté dans le cas de la névrose des téléphonistes (Bégoin, 1957). Ainsi proposait-il de ne plus se demander en quoi le travail rendait-il les travailleurs fous mais plutôt comment faisaient-ils pour tenir ? Ce changement de paradigme qui fut un moment fondateur pour la psychodynamique du travail avait été rendu possible par la découverte d'un phénomène jamais décrit précédemment, celui de stratégie collective de défense. Cette découverte avait été rendue possible par une enquête réalisée auprès d'ouvriers du bâtiment. Dejours avait pu en effet montrer que pour pouvoir se défendre de la peur engendrée par ce métier, les ouvriers construisaient collectivement un déni des risques qui se manifestait

par une banalisation des risques dans le discours des ouvriers et des attitudes téméraires face au danger. À la même époque, Morice, anthropologue du travail, étudiait, lui aussi, les ouvriers du bâtiment, mais au Brésil, et s'interrogeait sur l'existence de cette stratégie de défense collective chez ces ouvriers. Morice se demandait, d'une part, si le principe des « idéologies collectives de défense » s'appliquait uniformément à toutes les situations de travail et, d'autre part, si le travail était le seul élément de l'activité humaine qui structurait de telles idéologies.

- 2 Dans cet article, nous proposons de revenir sur ce débat et de le clarifier à la lumière des constats d'une enquête réalisée auprès d'ouvriers du bâtiment à Brasilia en 2013. Nous défendrons l'idée qu'une stratégie collective de défense pourrait bien être structurée à partir d'une situation qui n'est pas directement liée au travail, mais plutôt à son manque et que nous qualifierons ici de « lutte pour la survie ». Ce système de défense collectif aurait un impact considérable sur le rapport subjectif au travail en générant notamment la soumission et un faible engagement vis-à-vis du contenu du travail. Par là même ce système défensif se substituerait à celui qui avait été décrit en France chez les ouvriers du bâtiment.

2. Bref aperçu des connaissances sur le rapport subjectif au travail des ouvriers du bâtiment en France et au Brésil il y a 30 ans

2.1 Le rapport subjectif au travail chez les ouvriers du bâtiment français

- 3 Le rapport subjectif au travail des ouvriers du bâtiment fut l'un des tous premiers à avoir été analysé en psychodynamique du travail (PDT). C'est en investiguant ce milieu de travail que Dejours a mis en évidence le phénomène de stratégie collective de défense. On savait depuis Freud que face à la souffrance chaque individu développe des défenses. Mais Dejours (1980) a montré que, dans le cadre de leur activité de travail, les ouvriers construisaient non seulement des défenses individuelles, mais également des stratégies collectives de défense visant spécifiquement à préserver leur capacité à « tenir » au travail dans la durée. C'est aussi dans ce milieu que la PDT a développé le concept de « Règles de métier » proposé par Cru (1988).

2.1.1 La coopération et les règles de métier

- 4 Damien Cru, lors d'une intervention auprès des tailleurs de pierre, met en évidence l'existence de règles de métier indispensables à la coopération des ouvriers dans la réalisation de leur travail. Il souligne qu'elles relèvent de plusieurs dimensions (éthique, sociale, technique et langagière), qu'elles sont coconstruites et implicites. Aujourd'hui, nous pensons que ces règles caractérisent l'existence même d'un collectif qui, sinon, ne serait qu'un groupe. Cru donne l'exemple d'une règle qui consiste chez les tailleurs de pierre à « louter » la façade (règle à la fois langagière, éthique, technique et sociale). Il s'agit pour les ouvriers de rester un certain moment entre collègues à regarder la façade à restaurer pour en cerner toutes les difficultés et voir comment les aborder. Ce qui pourrait passer pour de la nonchalance fait partie intégrante des règles de métier et signe le professionnalisme des ouvriers. S'ils ne font pas ça ils vont prendre des risques pour

leur intégrité physique et pour la qualité et l'efficacité du travail en « s'y prenant mal ». Ces règles de métier se transmettent entre ouvriers à l'occasion de l'apprentissage du travail et au sein d'espaces de discussion plutôt informels, lors des pauses par exemple.

- 5 De son côté, Dejours (1980) a montré que la souffrance est toujours au rendez-vous du travail du fait qu'il expose le travailleur au réel et à ses inattendus. Lorsqu'un incident survient, il perd le contrôle de la situation et éprouve alors ce que Dejours appelle l'expérience affective de l'échec qui est une forme de souffrance inhérente à l'exercice du travail. Si le travailleur arrive à surmonter cette difficulté en mobilisant son ingéniosité et que cet effort est reconnu, cette souffrance peut alors se transformer en plaisir. Pour simplifier, ce plaisir peut se caractériser comme le sentiment du devoir accompli. Mais lorsque la souffrance au travail n'a pas pour destin la reconnaissance et le plaisir au travail, Dejours a montré que les travailleurs ne restent pas passifs et qu'ils peuvent se défendre collectivement contre la souffrance. Le collectif et ses règles deviennent alors défensifs.

2.1.2 La stratégie collective de défense contre la peur par un déni du risque

- 6 La première stratégie collective de défense mise en évidence par la PDT est donc celle des ouvriers du bâtiment. Ce métier est dangereux, il confronte à des risques plus ou moins amplifiés par l'organisation du travail. Celui de tomber d'un échafaudage par exemple. Or, il est souvent constaté chez les ouvriers du bâtiment des conduites spectaculaires en matière de prise de risque apparemment délibérée. L'image des ouvriers mangeant leur sandwich à New York sur une poutre à des dizaines de mètres de hauteur en est un bon exemple. La psychodynamique du travail a découvert, à l'occasion de ses enquêtes, que les hommes du bâtiment qui résistent le plus souvent à l'application des normes de sécurité et adoptent des conduites risquées ne sont pas fous ou téméraires. Au contraire, le déni du risque (pour ne pas ressentir la peur engendrée par le travail dans ce métier) est une construction permettant de travailler le moins douloureusement et le plus efficacement possible malgré la peur engendrée par les « risques du métier ». Mettre un casque c'est se remémorer le risque et donc prendre un autre risque : celui de ne plus pouvoir effectuer le travail, de ne plus pouvoir monter sur les échafaudages par exemple, d'avoir le vertige...
- 7 Ce déni doit être construit collectivement. Qu'un seul manifeste son incapacité à tenir le déni au quotidien et c'est tout le collectif qui est fragilisé. Seule la participation de tous à la stratégie défensive en assure l'efficacité. C'est pourquoi on observe, dans ces collectifs, des mises en quarantaine de ceux qui font ressurgir la peur, des connivences autour du courage et de la virilité qui se manifestent par des prises de risque délibérées : « Si on peut le faire c'est que ça n'est pas dangereux ». La consommation d'alcool a également sa place dans ce système en contribuant à anesthésier la peur. Elle a par ailleurs l'avantage d'être considérée comme virile. Les stratégies défensives de métier sont construites et actives, car elles demandent d'éluder tout ce qui fait ressurgir la peur dans les conduites et dans les discours. Un film intitulé : « Aucun risque ! Paroles de compagnon » a d'ailleurs été réalisé sur ce sujet en collaboration avec D. Cru (Baratta, 1992).
- 8 Lorsque la stratégie collective de défense tourne à l'idéologie, la défense devient un but en soi. Dans ce cas, les conduites des travailleurs ne sont plus organisées dans le but d'accomplir le travail le mieux possible, mais dans celui d'assurer la stabilité de la stratégie de défense et du déni qu'elle opère. À l'époque où Dejours (1980) évoque pour la

première fois l'existence de ce phénomène de stratégie collective de défense, il décrit une idéologie défensive propre au sous-prolétariat.

2.1.3 Le cas particulier du sous-prolétariat

- 9 Dans son ouvrage « Travail : usure mentale » Dejours (1980, éd. 1993) évoque une idéologie défensive qu'il ne reprendra pas dans ses ouvrages suivants : l'idéologie défensive de la honte. Il l'évoque concernant une population bien particulière qu'il caractérise comme le sous-prolétariat :
« [C'] est [...] [la population]] qui habite les zones périurbaines [...] cette fraction de la population qui occupe les bidonvilles ou les taudis généralement rejetés à la périphérie des grandes villes [...] ce qui rassemble, c'est davantage le non-travail et le sous-emploi. » (p. 33)
- 10 Dejours nous signale au travers des travaux de La Gorce et Galand (1973) que parmi le sous-prolétariat on trouve un taux de mortalité très supérieur à la population générale. L'alcoolisme y est fréquent. La promiscuité favorise la transmission de maladies infectieuses. Ces conditions de vie favorisent la maladie et les contaminations collectives. La nourriture est pauvre, la viande est rare dans l'alimentation, où s'engloutit d'ailleurs la majeure partie du budget familial. Ces auteurs notent un retard statural chez les enfants en comparaison au reste de la population de la région parisienne qui relève dans la majorité des cas étudiés d'une carence nutritionnelle due aussi bien à des facteurs économiques qu'à des facteurs culturels comme les habitudes alimentaires (La Gorce, 1973). Dejours souligne que de telles observations rappellent des situations encore rencontrées dans les pays du tiers-monde et en Amérique latine en particulier.
- 11 Il observe que, dans ce contexte du sous-prolétariat, les personnes interrogées par des médecins ou des enquêteurs sont massivement réticentes à parler de la maladie et de la souffrance. Il explique cette réticence par le fait que souffrir ou être malade génère chez ces personnes un sentiment de honte. Selon lui, il existe dans ce milieu une conception de la maladie dominée par l'accusation. Il apporte à son argumentation un exemple :
« “Quand un gars est malade, on l'accuse de se laisser aller”, et s'il s'enfonce davantage encore dans la maladie et la souffrance, c'est qu'il le veut bien et qu'il cède à la passivité. L'association entre maladie et fainéantise est caractéristique du milieu [...] ». » (p. 36)
- 12 Pour expliquer ces conduites inattendues vis-à-vis de la santé de son corps, Dejours propose l'idée que ces conduites révèlent une idéologie défensive qu'il qualifie, comme celle de la honte, liée à la conception dominante d'accusation associée à l'apparition de la maladie dans ce milieu. Il argumente en relevant deux caractéristiques de ces attitudes et de ces comportements vis-à-vis de la maladie :
« La première concerne le corps. Qu'il s'agisse de sexualité, de grossesse ou de maladie, tout doit être recouvert de silence. Le corps ne peut être accepté que dans le silence des organes ; seul le corps qui travaille, le corps productif de l'homme, le corps au travail de la femme sont acceptés ; d'autant mieux acceptés qu'on n'a pas besoin d'en parler. » (p. 39)
- 13 Plus loin, il poursuit son raisonnement :
« [...] la honte érigée ici en système constitue une véritable idéologie élaborée collectivement, une idéologie défensive contre une anxiété précise, celle d'être malade ou plus exactement d'être dans un corps hors d'état. » (p. 40)
- 14 Ensuite, il met cette idéologie en rapport avec le travail, ou plutôt son absence :

« Pour l'homme, la maladie correspond toujours dans l'idéologie de la honte à l'arrêt de travail. » (p. 40)

- 15 Il rappelle ensuite que l'ensemble de cette population du sous-prolétariat souffre de sous-emploi. Il présente la maladie et l'accident comme un facteur déterminant de basculement dans le sous-prolétariat et le sous-emploi.
- 16 Il en conclut que l'idéologie de la honte érigée par le sous-prolétariat ne vise pas la maladie en tant que telle, mais la maladie en tant qu'empêchement du travail.

« L'angoisse contre laquelle est érigée l'idéologie de la honte n'est pas celle de la souffrance, de la maladie, ni de la mort ; l'angoisse qui est à viser, c'est, au travers de la maladie, l'effondrement du corps en tant que force capable de produire du travail. Cette observation est importante dans la mesure où elle est pratiquement spécifique du sous-prolétariat et qu'on ne la retrouve dans aucune autre classe sociale, pas même dans le prolétariat. » (p. 41)
- 17 Il élargit ensuite cette analyse aux populations des pays sous-développés où, dit-il :

« il n'y a pas de place pour l'anxiété face à la maladie en tant que telle. Elle est vraisemblablement occultée par la question relative à la survie. » (p. 41)
- 18 Dejours conclut ainsi cette analyse :

« L'idéologie de la honte consiste à tenir à distance la perception du risque d'une mise hors d'état du corps au travail et par voie de conséquence la misère, la sous-alimentation ou la mort. » (p. 41)
- 19 Dans ce même ouvrage, plus loin, Dejours évoque une « peur engendrée par la discipline de la faim » (Debrousses, 1973) ; cependant, il écrit qu'elle

« ne fait pas directement partie du rapport homme-organisation du travail. Elle en est plutôt la condition. » (p. 99)
- 20 Il constate que celle-ci est particulièrement explicite dans le sous-prolétariat. Derrière la peur de perdre la santé, et donc sa capacité de travail, se cache la peur de la faim pour soi et ses proches. C'est pourquoi nous serions tentés de « rebaptiser » cette idéologie défensive comme celle de « la lutte pour la survie ».
- 21 Cette nécessité de survivre, de se nourrir et de nourrir ses proches, Morice l'a bien décrite dans son importante étude d'anthropologie du travail sur les ouvriers du bâtiment au Brésil entre 1987 et 1989. En qualité d'anthropologue du travail, il ne nous livre pas une réelle analyse de la subjectivité de ces ouvriers, mais ces descriptions ont parfois un caractère presque clinique et c'est à notre connaissance la seule étude qui s'intéresse aux « peões » du secteur du bâtiment au Brésil du point de vue de ce qu'ils peuvent ressentir. Si l'on considère que les travaux de Dejours débutent dans les années 1980, nous avons donc au travers de ces deux investigations un aperçu du ressenti des travailleurs du bâtiment en France et au Brésil plus ou moins à la même période.

2.2 Le rapport au travail des ouvriers du bâtiment brésiliens : une approche anthropologique

- 22 Morice a mené sur le terrain une étude d'anthropologie du travail de mai 1987 à 1989 à l'occasion d'une recherche intitulée « Travail, travailleurs et reproduction sociale dans le bâtiment à João Pessoa : histoire et tendances actuelles ».
- 23 Même s'il ne s'agit pas d'une enquête de PDT, certains matériaux évoqués revêtent presque un caractère clinique.

2.2.1 Le peão : émigré « nordestino »

- 24 Morice définit ce que la société brésilienne entend derrière ce sobriquet de « peão » (pion) qu'elle utilise pour désigner les travailleurs du bâtiment en général. Il considère que cela signifie « celui qui ne vaut rien » (Morice, 1989, p. 14) ou encore que :

« l'individu ainsi dénommé est interchangeable, subalterne et bon pour tout service qui ne soit pas qualifié. » (Morice, 1992, p. 6)

- 25 L'auteur souligne que les grandes métropoles brésiliennes (São paulo, Rio de Janeiro et Brasilia) :

« se sont édifiées grâce à un emploi massif de main-d'œuvre nordestine : il en est resté l'idée que le travailleur du bâtiment est un migrant. » (Morice, 1989, p. 14)

- 26 Il définit la figure typique du « peão » comme un homme « ignorant et écrasé » (Morice, 1989, p. 14) et propose les caractéristiques suivantes de la main-d'œuvre du bâtiment au Brésil :

- 27 1. Emploi massif d'immigrants, souvent analphabètes
- 28 2. Fort « turnover »
- 29 3. Beaucoup de clandestinité ; droits déniés
- 30 4. Salaires extrêmement bas
- 31 5. Conditions de travail et de vie pénibles
- 32 6. Une majorité d'ouvriers non ou mal qualifiés
- 33 7. Processus et relations de travail « précapitalistes »
- 34 8. Productivité très faible.

2.2.2 L'importance de la soumission pour l'apprentissage du métier

- 35 L'appellation de « peão » en dit long à elle seule sur :

« le mépris général qui frappe comme tel tout travailleur du bâtiment. » (Morice, 1989, p. 46)

- 36 Cependant, d'un point de vue statutaire il existe

« une coupure fondamentale entre les manœuvres d'un côté et les professionnels de l'autre. Elle est sociale avant d'être technique : c'est la reconnaissance d'un statut, dont la carte est témoin. » (p. 46)

« L'organisation du travail, *grosso modo*, veut que les manœuvres « servent » les professionnels en matériaux et les libèrent de toutes les tâches accessoires dans leurs spécialités. » (p. 47)

- 37 Une bonne partie des efforts de la maîtrise portera sur le maintien de chacun à la place qui lui revient. Cependant, il souligne que

« le processus productif ne parvient pas à produire une adéquation totale entre l'opposition statutaire et la répartition réelle des tâches. » (p. 47)

- 38 Pour Morice c'est là où se jouent en bonne partie l'accès du manœuvre au métier.

- 39 Il décrit ensuite le cadre dans lequel se fait l'apprentissage du métier :

- 40 1. L'apprentissage se fait sur le lieu de la production. Il en veut pour preuve que pour tout le Nordeste brésilien (environ 50 millions d'habitants), un seul et minuscule centre de formation existe. Même si certaines firmes auraient un secteur d'apprentissage, selon ses observations, l'ouvrier du bâtiment est formé sur le tas.

- 41 2. La qualification officielle portée sur la carte se fait par des mécanismes internes à la profession et dépend de la stratégie patronale. Les instances syndicales et publiques n'ont pas d'influence à ce niveau. Il n'y a pas de système de reconnaissance formelle de branche qui se fonderait sur des critères objectifs et universels. Pour cet auteur :

« le principal critère d'évaluation d'un individu [...] est la durée des temps de service, mentionnée sur la carte – ou, pour les clandestins, vérifiable par d'autres moyens [comme le savoir-faire réel ou le témoignage d'anciens employeurs¹]. » (p. 52)

- 42 Morice constate que la promotion d'une catégorie à l'autre relève de l'arbitraire de la maîtrise. Le « mestre » s'arrange généralement pour que cette reconnaissance suive de loin la qualification réelle et pour la retarder. Le manoeuvre est plus souvent stimulé par une échéance sans cesse repoussée que par le souci de « mériter », par des performances, une promotion qui aurait été accordée de bonne heure. Avec ce système, le rapport hiérarchique soumet la sanction du savoir au bon vouloir de la maîtrise.
- 43 Les ouvriers du bâtiment, et parmi eux les manoeuvres encore plus que les professionnels, subissent donc la domination de l'encadrement intermédiaire et dépendent étroitement de celui-ci tant pour être recrutés que pour être qualifiés. Ils sont contraints à cette soumission de par la condition sociale qui est la leur : souvent condamnés à la rotation et à la clandestinité, le sens principal de leur accumulation de travail semble être la survie.

2.2.3 La logique de la faim : le salaire ne suffit pas pour survivre

- 44 Morice souligne que l'argent est la première préoccupation de l'ouvrier de construction. Quand il est un immigrant venu de l'intérieur de l'état du Paraíba, elle efface toutes les autres :

« Chaque fin de semaine, la famille restée là-bas doit recevoir quelque chose à tout prix. Il importe de ne pas rester « arrêté » et, d'emblée, sa situation de déraciné fait de l'ouvrier un être dépendant et disposé à souffrir n'importe quelles conditions. Plus la paye est ténue et plus elle est précieuse. » (p. 23)

- 45 Plus loin, il illustre le caractère très bas des salaires en montrant son équivalent en mars 1989 en biens de consommation courante. Ainsi le kilo de haricots représente deux heures et demie de travail, celui de viande de 2^e catégorie une journée, une bière deux heures et un voyage à 60 kilomètres en autocar (aller et retour) presque huit heures. Après avoir évoqué la faiblesse des salaires, il analyse la manière dont les ouvriers doivent s'y prendre dans ces conditions pour rester en vie.
- 46 Il rappelle que la population ouvrière du bâtiment est jeune en moyenne : une forte rotation assure la sortie rapide de la majorité de ceux qui ne se qualifient pas. Il ajoute qu'elle est soumise à de fortes privations, souvent à la faim, et qu'elle subit une usure physique prématurée. Il considère que l'excédent structurel de la main-d'œuvre, joint à un capitalisme particulièrement sauvage, contribue fort au maintien d'un salaire impropre à assurer la survie.
- 47 De ce fait, il constate que l'ouvrier doit, coûte que coûte, rechercher toutes les formes de gain supplémentaire pour ajuster le revenu à la dépense. Les travailleurs sont donc contraints de s'engager dans toute forme d'activités complémentaires.
- 48 Il s'agit là des éléments qui nous ont paru les plus importants du travail de Morice pour notre réflexion, cependant cette étude décrit et analyse la situation de ces ouvriers au Brésil de manière bien plus approfondie. À l'époque de son enquête, nous le disions,

Dejours menait les siennes avec la méthode de la PDT. Un dialogue s'est ainsi instauré entre les deux scientifiques.

2.2.4 Dialogue entre les deux auteurs

- 49 Dans un article publié en 1996, Morice fait état d'une controverse entre lui et Dejours. Cette discussion avait notamment pour but d'établir, d'une part, si le principe des « idéologies collectives de défense » s'appliquait uniformément à toutes les situations de travail et, d'autre part, si le travail était le seul élément de l'activité humaine qui structurait de telles idéologies.
- 50 Morice (1996), au cours de ses investigations au Brésil, s'étonne de constater que face à la dépréciation générale dont ils sont l'objet et à des conditions de vie très dures, les ouvriers semblent en rajouter. Il rapporte par exemple que certains ouvriers gâchent le mortier pieds nus et vêtus d'un simple short, qu'ils crachent par terre à l'endroit (très insalubre) où ils dorment et qu'ils laissent leurs gamelles mal rincées qui attirent les rats et les insectes... Il conclut que
- « le manque d'égard à soi-même était d'ailleurs érigé en habitude collective, comme en témoignaient les nombreuses plaisanteries auto-dépréciatives qui se faisaient sur le chantier. En même temps on voyait bien qu'une sorte d'insouciance joyeuse, qui était de règle, cachait mal une souffrance omniprésente, surtout chez ceux qui, loin des leurs, dormaient sur le site. » (p. 145)
- 51 Lorsqu'il prend connaissance des travaux de Dejours, il engage avec lui un débat sur la possible transposition du déni de perception du risque chez les ouvriers du bâtiment en France aux situations qu'il observe et analyse au Brésil. Dejours, pour sa part, postule que le déni porte sur les seuls risques passibles d'une sanction immédiate sur l'intégrité physique (un choc, une chute, des blessures donc) sans prendre en compte les risques différés tels que la maladie professionnelle ou l'usure physique prématurée. Vis-à-vis de ces risques différés en particulier, Morice avance l'hypothèse qu'au déni psychanalytique pourrait s'associer l'ignorance pure et simple. Il admet que ces deux états mentaux sont théoriquement incompatibles (on ne peut pas dénier ce que l'on ignore), mais déclare pourtant avoir perçu qu'ils étaient en concurrence et en interaction chez les ouvriers qu'il étudie au Brésil.
- 52 Il souligne l'ignorance des dangers cultivée par l'encadrement et le patronat pour perpétrer l'usage de systèmes de sécurité qu'il qualifie de primitifs (le port du casque et des protections antichute commençait seulement à se généraliser sur les gros et moyens chantiers au moment de son étude). Il considère que
- « l'abrutissement des rythmes, la nourriture et le repos sans qualité s'ajoute à la discipline infantilissante du chantier pour conspirer à l'anéantissement des processus de perception les plus simples. » (p. 146)
- 53 Ce qui, Morice et Dejours sont d'accord sur ce point, rendrait impossible tout déni de perception comme il a été observé en France ; s'il n'y a pas de perception, il n'y a pas d'utilité ni de possibilité de la dénier.
- 54 Pourtant, A. Morice relève l'existence d'attitudes de défi devant le risque qui constitue l'une des manifestations principales des stratégies défensives contre la peur. Il souligne d'ailleurs que ces « bravades de chantier » font partie d'un ensemble de rapports entre l'homme et son milieu particulièrement présent au Brésil qu'il peine à réduire aux seules situations de travail. Ainsi s'interroge-t-il sur le caractère inéluctable des liens qui associeraient organiquement, d'une part, les stratégies défensives aux collectifs de travail

et, de l'autre, le défi au déni de perception d'une situation de travail dangereuse. Si Dejours n'exclut pas l'action d'autres dimensions relatives à l'imaginaire social et à la culture il affirme dans ces correspondances avec Morice :

« C'est bien à partir de l'identification préalable de la forme de l'idéologie défensive de métier de base que l'on peut apprécier les différences qui surgissent ici ou là et qui ressortissent cette fois aux caractéristiques du contexte social-historique de la région. » (p. 149)

- 55 Morice ajoute à ce premier débat un autre élément lié à l'absence de stabilité de l'emploi qu'il décrit dans les milieux de travail du bâtiment au Brésil et qui commence également en France à l'époque où il écrit cet article. Il souligne que l'absence de stabilité des collectifs de travail ainsi générée est susceptible d'altérer l'efficacité du contenu et l'efficacité des stratégies de défense collectives dans le sens où celles-ci seraient ainsi plus solitaires et moins capables de gommer anxiétés et souffrances. C'est alors que Dejours l'invite à s'intéresser à l'idéologie défensive de la honte spécifiquement liée au sous-emploi tout en soulignant, qu'au niveau individuel, le système défensif collectif du courage et de la virilité qu'il décrit en France pour les ouvriers du bâtiment et l'idéologie défensive de la honte ne peuvent pas coexister.
- 56 Ainsi, au travers de ce dialogue entre ces deux auteurs, les questions qui nous semblent transparaître et qui vont nous occuper ici sont les suivantes : une idéologie défensive peut-elle être construite sur la base d'une condition sociale comme celle du sous-emploi comme cela semble être le cas de l'idéologie de la honte et, pour un travailleur frappé par le sous-emploi, celle-ci s'efface-t-elle au profit d'une idéologie défensive spécifique au travail qu'il exerce ?
- 57 Voyons ce que l'enquête de PDT réalisée en août 2013 sur un chantier de Brasilia pourrait apporter comme contribution à ce débat.

3. Une enquête de psychodynamique du travail à Brasilia en 2013

- 58 En juillet 2013, Valérie Ganem, coauteure de cet article, invitée par la Faculté technologique de l'Université nationale de Brasilia (UnB), a animé avec Claudio Pereira, professeur d'ingénierie au Département d'ingénierie civile de l'UnB, un atelier intitulé « Le travail de la construction civile : dialogue avec la PDT » à l'occasion des Journées d'ergonomie et de psychodynamique du travail tenues les 8 et 9 Juillet. Claudio Pereira invita à cet atelier un des grands employeurs de la ville de Brasilia qui avait comme particularité d'être fils d'ouvrier et donc susceptible d'être sensible à l'approche de la PDT. Cet entrepreneur fut assez surpris d'apprendre que, comme au Brésil, en France les conduites dangereuses existaient et que les ouvriers résistaient à l'utilisation des équipements de sécurité, que la consommation d'alcool y était aussi fréquente... Après cet atelier, il se montra intéressé par les analyses que Valérie Ganem avait pu lui donner concernant ces conduites au travers de l'approche de la PDT.
- 59 Ainsi est née l'idée de réaliser une enquête de PDT avec les ouvriers de la construction civile à Brasilia, afin de mieux comprendre ces conduites observées de ce côté de l'Atlantique. Cet entrepreneur avait un important réseau dans le secteur de la construction civile dans tout l'état fédéral et, conscient de l'urgence de commencer cette enquête pour profiter de la présence de Valérie Ganem à Brasilia, il a permis que 15 jours

après, Valérie Ganem et Martha Veras, professeure d'ergonomie à l'Université nationale de Brasilia, l'autre auteure de cet article, rencontrent un syndicat chargé de l'éducation, de la santé et de la sécurité des travailleurs de la construction civile (le SECONCI) pour parler du projet et voir par quel moyen il serait possible de le réaliser ensemble.

- 60 Pour mémoire, rappelons quelques caractéristiques propres à l'enquête de psychodynamique du travail² :

« La méthode consiste à mener des entretiens collectifs dans un cadre méthodologique donnant accès à une parole authentique. Le plaisir, la souffrance, les conflits psychiques n'appartiennent pas, en effet, au champ du visible : la parole des sujets est le seul moyen d'y accéder, à la condition que ces derniers y prêtent leur concours. »

« La méthode consiste donc à présenter à l'ensemble du personnel concerné dans une entreprise les objectifs de l'enquête (comprendre ce que les salariés ressentent lorsqu'ils travaillent), afin que, sur la base de cette information, certains parmi eux puissent se porter volontaires pour participer au groupe d'enquête. Le volontariat est une condition incontournable, faute de quoi la parole serait d'entrée muselée. Cette nécessité est incompatible avec la constitution d'un échantillon représentatif, mais de toute manière il n'existe aucun échantillon représentatif des subjectivités. C'est pourquoi chaque membre du groupe constitué parle en son nom propre de ce qu'il ressent, sans s'autoriser de « représenter » qui que ce soit, relativement à quelque mandat que ce soit. En revanche, les volontaires doivent être de niveau hiérarchique relativement homogène, la présence de l'encadrement constituant un obstacle à la parole authentique des ouvriers, et celle des ouvriers opposant le même obstacle à la parole de l'encadrement. L'effectif des groupes doit être suffisamment grand pour que les conditions d'anonymat soient respectées au sein des propos collectifs, et suffisamment petit pour que les personnes puissent se parler confortablement. Ils varient en général de 10 à 15. »

« Deux chercheurs participent à l'enquête, et portent leur attention sur les échanges entre les salariés, les thèmes récurrents, ceux consensuels ou qui font l'objet de débats, ceux qui sont abandonnés aussitôt qu'on les aborde. Cette écoute clinique du ressenti des situations de travail, et des manifestations émotives qui s'associent à certains propos (colère, agitation, tristesse...) permet de soutenir l'effort des membres du groupe pour mettre en mots des expériences et un « vécu » qui n'ont parfois jamais été énoncés, ni partagés [concernant le travail].³ »

« Les enquêtes consistent donc à cheminer dans une mosaïque de récits dont le sens émerge au fur et à mesure. Au moins deux séances de travail sont nécessaires, espacées d'au moins deux semaines. L'élaboration fait alors l'objet d'un rapport rédigé par les chercheurs et soumis à la validation du groupe, afin d'en éliminer des erreurs possibles et des épisodes que les salariés ne souhaitent pas y voir figurer, en particulier lorsqu'ils mettent en scène des personnes identifiables. Une fois validé le rapport est adressé à chaque participant et aux demandeurs de l'enquête. »

- 61 Nous avons convenu de travailler sur la question de la résistance à l'utilisation des équipements de sécurité. Pour réaliser l'enquête de terrain, il était possible de profiter de l'heure de cours d'alphabétisation que le SECONSI organisait dans différentes entreprises et qui avait lieu du lundi au jeudi de 12 h à 13 h après l'heure du déjeuner des ouvriers. La possibilité de faire sept séances d'une heure avec comme objectif de valider le plan du rapport durant la présence de Valérie Ganem a été évoquée. La validation du rapport lui-même étant réalisée par la professeure d'ergonomie de l'UnB Martha Veras, qui était impliquée depuis le départ dans cette enquête et qui put bénéficier de l'appui de Valérie Ganem par Skype. Nos interlocuteurs, sensibles à l'intérêt d'une telle démarche nous ont promis de faire cette proposition aux différentes entreprises pour lesquelles ils organisaient ces cours d'alphabétisation.

- 62 La semaine suivante, l'entreprise qui s'était portée volontaire nous a permis de rencontrer deux groupes d'ouvriers pendant leur cours d'alphabétisation. Ces ouvriers travaillaient sur un chantier de construction de 100 appartements répartis sur 12 étages dans un ensemble comprenant parking, piscine et autres services. Au moment de l'enquête, l'entreprise employait environ 400 personnes directement ou indirectement. La sécurité sur le chantier était assurée par un responsable et deux techniciens. Les équipements de sécurité réglementaires étaient fournis par l'entreprise.
- 63 Nous leur avons présenté la démarche et avons achevé la formalisation de la demande avec eux. Les ouvriers ont tenu à ce que la question de la sécurité soit prise en compte d'un point de vue général même s'il a été convenu d'intégrer dans cette question générale celle de la résistance à l'utilisation des équipements de sécurité sur le chantier. Au total, 22 ouvriers se sont déclarés volontaires en signant un formulaire précisant leur identité et leur fonction. Nous avons donc procédé à un tirage au sort pour en désigner 15 en promettant aux 7 autres de leur présenter le rapport en « avant-première » et de consigner leurs commentaires dans le rapport final comme il est d'usage de le faire en PDT. Finalement, nous avons réalisé l'enquête avec 16 ouvriers. Entre-temps, certains ouvriers tirés au sort avaient échangé leur place avec des ouvriers qui ne l'avaient pas été. Le seizième ouvrier avait insisté pour participer à l'enquête malgré le fait qu'il n'ait pas été tiré au sort et qu'il n'ait trouvé personne avec qui échanger. Le groupe était constitué de huit maçons, d'un peintre, de cinq aides-maçons (dont le travail consiste à être manœuvre comme le décrit Morice ci-dessus), d'un opérateur de bétonnière, et d'un charpentier.
- 64 Au regard du peu de temps qui nous était imparti il n'y a pas eu de préenquête. Les réunions se sont déroulées sur le chantier. Ainsi nous avons pu observer les conditions de réalisation de l'activité, mais il n'y a pas eu de séance d'observation structurée et les propos des participants n'ont pas été enregistrés conformément aux usages en PDT. Toutes les séances ont été réalisées en présence de Valérie Ganem et Martha Veras Rodrigues au mois d'août, excepté la dernière qui avait pour but de valider le rapport. Lors de cette séance, réalisée le 14 septembre, Martha Veras Rodrigues était seule présente et Valérie Ganem est intervenue par Skype.
- 65 À la lecture de la demande formalisée qui portait sur la sécurité en général sur les chantiers et sur la résistance à l'utilisation des équipements de sécurité en particulier, les ouvriers ont fait un long inventaire des inconvénients des équipements de sécurité. Ils déploraient, en particulier, leur manque de confort et leur manque d'adaptation aux différents métiers et au genre (au Brésil il y a de plus en plus de femmes qui travaillent dans le secteur du bâtiment). Nous ne reviendrons pas sur ces aspects qui ont été bien étudiés tant par la PDT (Baratta, 1992) que par l'ergonomie (Brun, 2003). Cependant, les participants déclaraient porter ces équipements de sécurité malgré leur manque de confort et nous avons donc cherché avec eux à savoir pourquoi.

3.1 Qu'est-ce qui fait que les ouvriers utilisent ces équipements malgré leur manque de confort ?

3.1.1 La conscience du risque

- 66 Les ouvriers que nous avons rencontrés avaient conscience des risques, c'est certain. Ils parlaient des accidents survenus – ils commentaient un accident survenu sur un chantier

voisin durant l'enquête – l'un d'eux parlait d'un accident qui lui est aussi arrivé pendant cette période de réflexion collective. Ils ont également évoqué, à un certain moment, le vertige qu'ils pouvaient ressentir lorsqu'ils travaillaient en hauteur. La nécessité d'utiliser les équipements de sécurité était évidente pour eux, malgré leur manque de confort pour se prémunir du risque.

3.1.2 L'obligation de l'entreprise

- 67 Au Brésil, les entreprises de la construction civile ont la responsabilité de fournir des équipements de sécurité aux ouvriers et de vérifier leur utilisation. En cas d'accident ou lors d'un contrôle, si ces dernières sont prises en flagrant délit sur ces aspects, elles ont à payer des amendes au gouvernement qui exerce un contrôle rigide sur les chantiers. Si c'est le cas pour un ouvrier, il prend le risque d'être licencié.
- 68 Lors des réunions sur la sécurité, organisées par l'entreprise où se déroulait notre investigation, les formateurs incitaient les ouvriers à utiliser les équipements sans jamais chercher à savoir quels étaient les inconvénients de ces derniers.
- 69 Pour les ouvriers, le manque de confort des équipements, associé à cette obligation, était une deuxième forme de dévalorisation. Ils se comparaient à des ânes avec une selle quand ils portaient les équipements de sécurité. Pourtant, ils déclaraient s'habituer à ces équipements inconfortables au point que parfois un ouvrier pouvait sortir du chantier sans se rendre compte qu'il portait encore sa ceinture de sécurité ou son casque.

3.1.1 La vigilance des collègues

- 70 Très rapidement et spontanément, les participants à l'enquête ont affirmé que les seuls qui étaient vraiment vigilants vis-à-vis de la sécurité des ouvriers, c'étaient les collègues :
- « A boa segurança sai da união, não é técnico que faz. Um avisa para o outro. » (La vraie sécurité vient de notre union, pas du technicien de sécurité, les uns mettent en garde les autres).
- 71 D'après les participants à cette enquête, la meilleure sécurité sur le chantier c'était d'avoir des amis⁴ qui allaient faire attention à vous, et ainsi vous éviter les accidents.
- 72 Face au manque de reconnaissance et de valorisation de l'entreprise vis-à-vis des ouvriers, la coopération entre collègues apparaissait comme la seule manière d'assurer leur sécurité. Les amis restaient attentifs et, si quelqu'un n'était pas en sécurité, l'un d'entre eux allait l'alerter et lui montrer la meilleure technique pour éviter les accidents.

3.2 La sécurité réelle

3.2.1 L'importance de la coopération

a. La coopération entre collègues et l'apprentissage du métier

- 73 Au-delà, les amis contribuaient au développement professionnel de chacun. Au moment de cette enquête l'apprentissage du métier ne passait toujours pas par l'entreprise (ni par le ministère de l'Éducation) ; de ce fait, c'était un collègue qui allait enseigner les gestes et les techniques qui allaient permettre d'acquérir une meilleure qualification et de faire un travail plus intéressant, mieux payé, plus facile aussi et de meilleure qualité.

b. Le risque d'avoir des ennemis

- 74 Le seul accident grave survenu sur ce chantier concernait une bagarre entre deux collègues ouvriers. Un collègue avait tué l'autre d'un coup de couteau à la suite d'un malentendu. Ainsi avons-nous compris que le risque de bagarre aussi était très grand sur ce chantier. Une bagarre pouvait arriver entre un ouvrier et un membre de la hiérarchie pour des raisons d'erreur ou de retard sur la paye ou de licenciement. Elle pouvait survenir également entre collègues si l'un d'entre eux faisait un commentaire à un autre ouvrier concernant la qualité de son travail ou son comportement en matière de sécurité. Ces remarques pouvaient être mal interprétées et provoquer une inimitié. C'est peut-être pour cela que les participants utilisaient le terme d'ami plus que de collègues. Tous les collègues n'étaient pas des amis et seuls les amis coopéreraient vraiment pour la sécurité. Ce terme amis serait aussi utilisé pour pouvoir évoquer les ennemis qui, eux, au contraire, constituent un risque supplémentaire.
- 75 Sur ce sujet, les ouvriers également se comparaient à un animal, –un chien qui doit rester toujours vigilant parce que le danger peut venir de toute part.

c. La consommation d'alcool et de drogue, façon de se faire des amis qui peut devenir dangereuse

- 76 La consommation d'alcool ou de drogues entre collègues au moment de la pause, par exemple, était traditionnelle dans ce milieu. Cela aurait permis aux ouvriers de se relâcher et de partager un moment d'amitié entre collègues. Cependant, si la consommation était excessive, cela pouvait représenter un risque sur le chantier et pour la qualité des relations entre collègues. Parfois, à cause de cette consommation excessive surgissait un malentendu entre amis. Au-delà, l'ouvrier pouvait se sentir invulnérable du fait de l'alcool et faire des activités pour lesquelles ses sens n'étaient pas suffisamment bien affûtés. Cela aussi constituait pour eux un danger.

3.2.2 Risque, santé et sécurité

a. Analyse d'un accident survenu sur le chantier pendant l'enquête

- 77 Un ouvrier nous a rapporté qu'il avait commencé à démonter un échafaudage sans se rendre compte qu'il aurait dû être mieux calé parce qu'il était un peu bancal. Ce qui fait que l'armature s'est mise à tomber. Il a d'abord tenté de la sécuriser jusqu'à ce qu'un collègue lui crie de la laisser aller et de sauter pour ne pas se blesser.
- 78 À partir de l'exposé de cet ouvrier sur cet accident subi le jour précédent, les autres ouvriers se sont rendu compte qu'ils étaient très vigilants et prenaient toutes les précautions nécessaires pour leur sécurité quand ils travaillaient en situation très risquée (au 25^e étage, par exemple), alors que, dans une situation moins risquée (au 2^e étage par exemple), ils étaient moins vigilants et donc plus en danger du fait de ce manque d'attention.

b. Assurer sa sécurité pour se maintenir en bonne santé

- 79 Après quelques séances, nous, chercheuses, avons été frappées par ce qui nous apparaissait comme une grande fatigue des ouvriers, aussi leur avons-nous demandé si

une telle fatigue pouvait avoir des conséquences pour leur sécurité. Ils nous racontèrent alors qu'ils habitaient loin et qu'ils devaient se lever tous les jours entre 4 et 5 h du matin pour prendre le bus et arriver au chantier à 6 h 30. Ils ajoutèrent qu'ils pouvaient se « faire braquer » pendant qu'ils cheminaient de leur maison à l'arrêt de bus. Ils dirent que, de surcroît, ils faisaient fréquemment le voyage en bus debout. Le manque de transports publics influençait donc beaucoup cette question.

- 80 Certains ouvriers travaillaient tous les jours de la semaine pour arriver à un salaire décent. Ils ont ajouté qu'ils dormaient fréquemment pendant la pause du déjeuner, et pour cela plusieurs d'entre eux ne voulaient pas suivre le cours d'alphabétisation offert pendant cette pause. Ils regrettaient que, dans ces conditions, il était arrivé qu'un ouvrier soit licencié parce qu'il ne s'était pas réveillé à l'heure de la reprise du travail. Cependant, aussi étonnant que cela puisse paraître, selon eux, la fatigue et le sommeil n'avaient pas de conséquence directe sur la sécurité au travail.
- 81 Ainsi, au cours de cette discussion sont apparues les difficultés inhérentes au milieu social dont étaient issus ces ouvriers. La fatigue, c'est-à-dire une potentielle « mise hors d'état du corps au travail » (Dejours, 1993, p. 41), n'était pas reconnue par ces ouvriers comme un facteur d'accident.
- 82 En revanche, en fin de chantier, pour tenir les échéances, les employeurs exerçaient une forte pression sur la productivité et dans ce contexte les ouvriers déclaraient qu'il n'était plus possible de respecter les consignes de sécurité. De leur point de vue, ces situations augmentaient les risques d'accident bien plus que la fatigue évoquée précédemment.
- 83 Enfin, ils ont déploré que lorsqu'ils devaient s'absenter du travail pour cause de maladie, les jours non travaillés étaient décomptés non seulement de leur salaire, mais aussi de leurs congés. Ainsi, s'ils étaient gravement malades ou s'ils devaient être opérés, par exemple, ils n'avaient plus aucune ressource pour satisfaire leurs besoins et ceux de leur famille.
- 84 Une fois, un ouvrier s'était fracturé le bras sur un chantier et, en plus de ne pas avoir pu travailler pendant trois mois, il n'avait reçu de l'entreprise que 15 jours de salaire, ce sont ses collègues qui ont dû se cotiser pour l'aider financièrement. Si leur statut de travailleur officiel leur donnait des droits, il semblerait qu'il était difficile pour eux d'en bénéficier. Nous n'avons malheureusement pas exploré les raisons pour lesquelles ils n'y avaient pas accès.
- 85 À partir de ce constat, il est apparu évident aux ouvriers qu'un accident était dangereux tant pour leur intégrité physique que pour leur sécurité financière. Cela expliquerait peut-être la conscience du risque que nous avons constatée chez ces ouvriers.
- 86 À la fin de cette étude, perplexes sur le fait que, malgré le manque de confort et d'adaptation des équipements de sécurité, les ouvriers présentaient plus d'arguments en faveur de leur utilisation qu'en sa défaveur, nous leur avons montré des photos tirées d'un chantier non identifié et observé par hasard. Partant du principe, comme l'a montré la clinique de l'activité, notamment, que les ouvriers ne parleraient pas de la même façon de leur perception des risques s'ils n'étaient pas présents dans la situation (Six, 1999 ; Duboscq, 2009). Voici deux des photos que nous leur avons montrées :

FIGURE 1. EXEMPLES DE DEUX PHOTOS MONTRÉES AUX OUVRIERS

- 87 Après qu'ils aient vu ces photos où l'on peut constater que l'ouvrier n'est pas attaché et qu'il ne porte pas de casque, ils déclarèrent qu'il s'agissait d'une situation très rare aujourd'hui à Brasilia, ils pensaient que c'était peut-être une entreprise extérieure. Ils expliquaient le comportement des ouvriers photographiés par l'absence d'équipement adéquat à disposition.
- 88 Certains participants ont raconté qu'à un moment de leur vie, ils avaient été, eux aussi, obligés, par nécessité financière, de se soumettre à un travail dont les conditions étaient inadéquates comme celles des photos.
- 89 Dans cette enquête, ce qui est donc apparu comme déterminant pour les ouvriers est l'existence d'une réelle coopération entre eux, compte tenu du sentiment de dévalorisation généré par le manque de confort et d'adéquation des équipements associé à l'obligation de les porter. Il reste clair également qu'à côté du risque inhérent au travail, il y a aussi le risque des bagarres et celui d'avoir des ennemis sur le chantier. On a pu voir que cette coopération est aussi utile pour l'apprentissage du métier, pour rendre possible la maîtrise des gestes techniques adaptés de manière à limiter les risques du travail. Dans ce contexte, à la fin de l'enquête, les ouvriers ont réalisé que tous devraient refuser de travailler dans des situations à risque et que si le contremaître insistait et les insultait (en les traitant de dégonflés, de lâches...) ou en les menaçant de licenciement, ils devaient appeler le technicien de sécurité en espérant que ce dernier les soutiendrait.

4. Conclusion

4.1 Quelles leçons à tirer pour la PDT ?

- 90 Dans cette enquête on voit bien que les règles de métier sont ici aussi transmises entre ouvriers. D'autant plus qu'il n'existe quasiment pas d'école des métiers du bâtiment au Brésil. Le métier s'apprend toujours sur le tas. L'ouvrier va tâcher de se faire des amis qui

voudront bien lui montrer le travail pour lui permettre d'accéder à une meilleure qualification, synonyme d'un travail et d'une paye plus intéressants.

- 91 En revanche, ce qui nous a frappées dans cette intervention c'est la conscience apparente du risque que couraient ces ouvriers, ils ont parlé dès le départ des accidents, des dangers liés au chantier, de la peur qu'ils ressentaient face à ces risques. Alors que C. Dejours et D. Cru (1985) décrivent :

« Par leurs discours spontanés et par leurs attitudes, les ouvriers du bâtiment paraissent méconnaître les risques d'accident, et la peur. [...] ils restent muets quant aux risques pour eux-mêmes, pour leur propre corps. » (p. 27)

- 92 Ce n'est que lorsque l'idéologie défensive s'effondre que le risque revient dans les discours :

« Cette parade peut s'effondrer et laisser émerger l'expression d'une peur imprévue, dramatique. Lorsque le moment de défi est passé, les ouvriers racontent les accidents auxquels ils ont assisté ou dont ils ont été victimes. » (Dejours, 1980, éd. 1993 p. 88)

- 93 Ici, dès le départ les ouvriers ont évoqué les risques, les accidents, le vertige... Il est vrai que dans le film « Aucun risque ! Paroles de compagnon » (Baratta, 1992), certains ouvriers évoquent aussi ces risques au début du film, mais en les banalisant. Certains disent par exemple que ce n'est pas un métier plus dangereux qu'un autre. Ils banalisent aussi les conséquences des accidents survenus, ils en relativisent la gravité.

- 94 Ainsi s'est posée à nous la question d'une possible coexistence simultanée d'une conscience du risque et de son déni dans un même appareil psychique. Pour comprendre ce phénomène, nous avons montré aux ouvriers les photos, prises sur un autre chantier, d'ouvriers travaillant en hauteur sans aucune protection et ceux-ci nous ont dit que lorsqu'il leur fallait absolument nourrir leur famille, certains d'entre eux avaient été acculés à travailler dans ces conditions. Dans ces circonstances, ils racontaient qu'ils devaient se dire que ça n'arrivait qu'aux autres, un peu comme on se le dirait concernant les accidents automobiles sans faire référence comme dans le film de Baratta au fait que leur qualification les protégerait... Ainsi, ici ce ne serait pas un déni du risque en lui-même, mais d'emblée un déni de son existence pour soi-même. Cela pourrait être lié à l'idéologie défensive de la honte que Dejours évoquait pour le sous-prolétariat dans son ouvrage « Travail : usure mentale ». Celle-ci, en tenant à distance la perception du risque d'une « mise hors d'état du corps au travail », permettrait la conscience du risque en soi et ne prendrait donc comme objet de déni que le risque pour soi, pour son corps. Le fait que les participants nient toute conséquence directe de leur état de fatigue sur le risque d'accident pourrait constituer un premier élément de validation de cette hypothèse. Derrière cette idéologie défensive de la honte se cache « la discipline de la faim » (Desbrousses, 1973). Nous qualifierions donc plutôt cette idéologie de « la lutte pour la survie ».

- 95 Ici la prééminence de ce système défensif sur celui des ouvriers du bâtiment (qui passe par le courage et la virilité) permettrait la coexistence de la conscience du risque en soi et le déni du risque pour soi. Cette interprétation permet de mieux comprendre les conduites d'auto-dévalorisation qui ont attiré l'attention de Morice par leur caractère apparemment défensif, il s'agirait de l'expression d'un déni du risque de mise hors d'état du corps au travail.

- 96 Et il s'agirait là d'une idéologie défensive collective liée à une condition sociale et non plus à une situation de travail comme Morice le postulait déjà en étudiant les ouvriers du

bâtiment au Brésil à l'époque. Cette situation c'est celle de la survie, de la quête désespérée de travail pour survivre, elle n'est donc pas étrangère au travail, mais elle l'emporterait sur la stratégie collective de métier.

- 97 Cette idéologie défensive de la lutte pour la survie aurait la potentialité, chez celui qui l'adopte, de limiter l'engagement subjectif relatif au contenu du travail lui-même. L'engagement subjectif serait principalement mobilisé dans la lutte pour la survie. Dans ces circonstances, le contenu du travail, pourvoyeur de l'argent nécessaire à cette survie, apparaît secondaire. Cette étude seule ne permet pas de le montrer avec certitude, mais elle nous permet de poser cette hypothèse.
- 98 Depuis, une étude réalisée chez des employés de l'hôtellerie au Brésil nous conforte dans cette hypothèse. Les chefs de service déploraient par exemple que les « extras » puissent se présenter pour n'importe quel poste de travail et déclaraient n'avoir aucune préférence pour l'un d'entre eux, le contenu du travail semblait donc bien, là aussi, être secondaire pour ces personnes.
- 99 Pour ce qui concerne l'ignorance du risque que Morice postule à l'époque de son étude, nous avons vu qu'elle n'existe pas chez les participants à notre enquête. Sans doute du fait de la généralisation dans les gros et moyens chantiers des équipements de sécurité et de l'existence de formations auxquelles les ouvriers étaient conviés dans cette entreprise sur le thème de la prévention des risques. Ainsi, l'absence de déni ne peut plus s'expliquer aujourd'hui d'un point de vue empirique par cette ignorance ou sa possible coexistence avec le déni psychanalytique.
- 100 L'idéologie défensive de la lutte pour la survie, qui consisterait à dénier le risque de mise hors d'état du corps pour lutter contre l'anxiété provoquée par les conséquences de celle-ci pour la survie des sujets et de leur famille, modifierait les données du rapport subjectif au travail. Elle obligerait à la soumission aussi. Ce qui expliquerait le fait que les ouvriers utilisent les équipements de protection individuelle (E.P.I) malgré leur manque de confort . Il est donc indispensable de tenir compte de ce système défensif dans l'analyse du rapport subjectif au travail, sinon il est impossible de comprendre ce dernier, notamment chez les immigrants clandestins et dans les pays dits « pauvres ».
- 101 D'autres interventions sont en cours auprès de « catadores⁵ » et d'employés de l'hôtellerie au Brésil afin de mettre à l'épreuve cette hypothèse et de mieux cerner quel est l'impact de la lutte pour la survie sur le rapport subjectif au travail de ces travailleurs et sur leurs stratégies de défense contre la souffrance.
- 102 Si l'on admet que le sens de certaines conduites au travail peut relever d'une situation sociale, comme ici la lutte pour la survie, sans doute faudrait-il aussi questionner les pratiques actuelles d'intervention en clinique du travail et envisager d'élargir nos investigations au milieu social dans lequel évoluent les travailleurs concernés. Dans cette enquête, un tel élargissement aurait été précieux pour confirmer les hypothèses que nous posons ici. Ainsi envisageons-nous non seulement d'étudier la situation d'autres travailleurs pauvres au Brésil, mais aussi de développer de nouvelles méthodes d'investigation du milieu social dans lequel ils évoluent.

BIBLIOGRAPHIE

- Bégoin, J. (1957). *La névrose des téléphonistes et des mécanographes*. Thèse, Faculté de médecine, Paris.
- Brun, J.P. (2003). *Accroître les efforts de prévention : la santé et la sécurité au travail*. Université de Laval, Québec. www.empreintehumaine.com/stock/fra/publications/rapport-final-construction.pdf
- Baratta, R. (1992). *Aucun risque, paroles de compagnons*. Film produit par L'Ouvre-boîte.
- Cru, D. (1988). Les règles de métier. Dans Dejours C. (sous la direction de) *Plaisir et souffrance dans le travail*, publié avec le concours du CNRS, Éditions de l'AOCIP, tome 1, p. 29-50.
- Cru, D., Dejours, C. (1985). La peur et la connaissance des risques dans les métiers du bâtiment. Dans *Psychopathologie du travail*, Entreprise moderne d'édition, Paris.
- Dejours, C. (1980). *Travail : usure mentale. De la psychopathologie à la psychodynamique du travail*. Édition augmentée (1993). Bayard, Paris.
- Dejours, C. (2007). *Conjurer la violence*. Payot, Paris.
- Duboscq, J. (2009). *Développement de la sécurité et activités médiatisantes : le cas du travail de gros œuvre sur les chantiers du bâtiment*. Thèse, CNAM, Paris.
- Ganem, V. (2012). *La désobéissance à l'autorité. L'énigme de la Guadeloupe*. PUF, Paris.
- La Gorce, B. (1973). *Étude de la morbidité dans une cité sous-prolétarienne de la région parisienne*, thèse, Faculté de médecine, Paris.
- Morice, A. (1989). *Les travailleurs du bâtiment à João Pessoa (Brésil)*. Rapport de recherche intermédiaire. Document ronéotypé.
- Morice, A. (1992). Les « pions » du bâtiment au Brésil ou quand le capital se fait rebelle au salariat. *Genèses*, 7, 5-32.
- Morice, A. (1996). Des objectifs de production de connaissances aux orientations méthodologiques : une controverse entre anthropologie et psychodynamique du travail. *Revue internationale de psychosociologie*, III, 5, 143-160.
- Six, F. (1999). *De la prescription à la préparation du travail. Apports de l'ergonomie à la prévention et à l'organisation du travail sur les chantiers du BTP*. Habilitation à diriger des recherches. Université Charles de Gaulle, Lille 3.

NOTES

1. Précision de l'auteure.
2. C'est ainsi que Dominique Dessors, ergonomiste et psychodynamicienne illustre, résumait les principes de l'intervention en PDT dans le rapport d'enquête Études STIVAB – rapport transversal, mai 2005 : « Échec et réussite de la fidélisation des salariés aux postes de la filière viande bretonne : interroger le travail et la santé pour agir ».
3. Précision de l'auteure.

4. C'est le terme qu'utilisaient les ouvriers.
 5. Sélecteurs de déchet ou chiffonnier.
-

RÉSUMÉS

À partir des premiers éléments fournis par une enquête de psychodynamique du travail réalisée en 2013 auprès d'ouvriers du bâtiment à Brasília, il s'agira de poser l'hypothèse que l'idéologie défensive « de la lutte pour la survie » a un impact considérable sur l'engagement subjectif au travail. Cet article va reprendre, à cet effet, un dialogue entamé il y a 30 ans entre la psychodynamique et l'anthropologie du travail afin d'apporter des éléments nouveaux de compréhension du rapport subjectif au travail de ces ouvriers brésiliens aujourd'hui.

Based on a work psychodynamics study conducted in 2013 with Brazilian construction workers, the following hypothesis is proposed: the defensive ideology known as "the struggle for survival" has a considerable impact on the subjective relation to work. This article thus continues a 30-year-old dialogue between work psychodynamics and work anthropology in search of new elements to help us better understand the subjective relation that today's Brazilian workers have with work.

A partir de una encuesta de psicodinámica del trabajo llevada a cabo en 2013, entre obreros de la construcción en Brasília, se trata de establecer una hipótesis, sobre la base de los primeros elementos ofrecidos por esta encuesta, que la ideología defensiva "de lucha por la supervivencia" tiene un gran impacto sobre la implicación subjetiva en el trabajo. Este artículo reanudará, el diálogo comenzado hace 30 años entre la psicodinámica y la antropología del trabajo con el fin de aportar elementos nuevos de comprensión del vínculo subjetivo al trabajo de estos obreros brasileños en la actualidad.

INDEX

Mots-clés : Brésil, ouvriers, bâtiment, subjectivité, travail

Keywords : Brazil, workers, building trade, subjectivity, work

Palabras claves : Brasil, obreros, construcción, subjetividad, trabajo

AUTEURS

VALÉRIE GANEM

Université Paris 13, Sorbonne Paris Cité, Unité Transversale de Recherche Psychogénèse et Psychopathologie. Cliniques, psychopathologie et psychanalyse (UTRPP), (EA 4403), Villetaneuse, France, Université Paris 5-Descartes, Sorbonne Paris cité, Psychologie Clinique, Psychopathologie, Psychanalyse (PCPP), (EA 4056) THEMA « Société, Violence, Travail », – 92774 Boulogne-Billancourt, France

MARTHA VERAS RODRIGUES

Université nationale de Brasília (UnB), Faculté de technologie, Département ingénierie de production